

# Gendarme Lambert : le dossier rouvert

Sept ans après le classement en suicide de la mort du militaire qui a mis en cause Emile Louis dans l'affaire des « disparues de l'Yonne », le parquet d'Auxerre lance une information judiciaire pour assassinat.

UN MYSTÈRE de plus resurgit dans l'affaire des « disparues de l'Yonne ». Celui qui entoure la mort de Christian Lambert, due, selon le dossier fermé en 1997, au suicide du gendarme auxerrois, par arme à feu, en août de cette même année. Depuis hier et le lancement, par le parquet de la ville, d'une information judiciaire contre X pour assassinat, ce dossier est donc rouvert. Un élément important, notamment dans la perspective du procès d'Emile Louis à l'automne prochain : le militaire est celui qui, le premier, a fait le rapprochement entre le chauffeur de car et les sept jeunes filles handicapées disparues à la fin des années soixante-dix dans le département.

La raison de la célérité de la justice : une nouvelle autopsie pratiquée sur le corps de Christian Lambert - à la demande de sa fille Isabelle en novembre -, dont les résultats ont été rendus publics jeudi et s'avèrent peu compatibles avec la thèse du suicide : le cadavre présente deux impacts de balle. Des conclusions qui, selon la procureure d'Auxerre par délégation Monique Ollivier, « donnent à l'enquête une nouvelle orientation ne permettant plus d'exclure une origine criminelle du décès ». Il y a sept ans, on l'a dit, cette même justice était certaine du suicide de Lambert, comme allait d'ailleurs l'être, en mai 2001, l'Inspection technique de la gendarmerie. Il

est vrai que le 4 août 1997, le militaire a été retrouvé dans la cave de son pavillon une carabine à ses côtés. Vrai aussi qu'il était dépressif et avait déjà tenté de mettre fin à ses jours en 1995.

Reste que la famille du défunt est aujourd'hui satisfaite. L'avocat d'Isabelle Lambert souhaite ainsi que « cette fois, la justice mettra tous les atouts de son côté pour retrouver le ou les meurtriers du gendarme et rechercher les responsabilités de cette incroyable défaillance judiciaire ». La nouvelle information judiciaire va, selon Philippe Lambert, fils du militaire, « dans la logique des choses » : « L'autopsie aurait dû être faite avant, on a perdu beaucoup de temps ». Et d'ajouter que son père « a eu des menaces pour les dossiers qu'il avait ». Philippe Monnoir, président de l'Association de défense des handicapés de l'Yonne, estime pour sa part qu'« il y a l'affaire Emile Louis, Lambert y a travaillé, c'est clair, mais il travaillait aussi sur d'autres affaires dans l'Yonne concernant la mort jamais élucidée de jeunes femmes ». Et il va plus loin en affirmant que « manifestement, il y a eu camouflage en suicide » : « C'était troublant : il devait être entendu par le juge d'instruction [...] il m'avait dit « maintenant je vais pouvoir dire ce que je sais », or quelqu'un qui a travaillé pendant des années là-dessus ne lâche pas au dernier moment »...

Christian Lambert a, le premier, fait le rapprochement entre Emile Louis et les disparues de l'Yonne.

PHOTOFORLE PARISEIN

## Un supporter stéphanois dans un profond coma

L'auteur du coup de feu qui a grièvement blessé un jeune homme vendredi, en marge du match Grenoble-ASSE, n'était pas identifié hier.

OLIVIER BARALDINI, supporter stéphanois domicilié à Villars, est âgé de 20 ans. Grièvement blessé à la tête par arme à feu, il était hier toujours plongé dans un profond coma. L'agression dont il a été victime s'est produite vendredi, quelques minutes avant le coup d'envoi du match opposant Grenoble à Saint-Etienne. Certains supporters des Verts avaient décidé de s'y rendre en voiture et s'étaient garés aux abords de la cité Mistral, à environ deux cents mètres du stade isérois. C'est dans ce quartier réputé difficile que l'affrontement a commencé. Apparemment, lorsque les bus des supporters stéphanois sont arrivés, quelques « Green Angels », dont Olivier Baraldini, ont attendu devant le stade. Ils devaient remettre les billets de match à leurs homologues venus en voiture, stationnés non loin de là. Avertis par téléphone portable que leurs copains étaient pris à parti par les jeunes de la cité, ils se sont alors précipités pour leur prêter main-forte. La bagarre a pris de l'ampleur, à coups de poing, jets de pierres et de canettes de bière, impliquant une cinquantaine de personnes, selon certains témoins. Soudain, Olivier Baraldini, touché à la tempe par une décharge de plombs, s'est effondré.

Secouru par les sapeurs-pompiers, accompagnés d'une équipe du Samu, le blessé a été transporté dans le coma à l'hôpital, état dont il n'était pas sorti hier. A l'arrivée des policiers, les protagonistes de la bagarre s'étaient dispersés. Trois Stéphanois, légèrement blessés, ont été entendus comme témoins. Ils ont mis hors de cause un jeune Grenobleis, interpellé un peu plus tard. Hier, l'auteur du coup de feu n'était donc toujours pas identifié.

LAURENCE PERBEY

## VITE

### TROIS POLICIERS SOUPÇONNÉS DE VIOL A LILLE

C'est la plainte déposée par une prostituée qui a entraîné la mise en examen, vendredi, de trois policiers lillois âgés de 27 à 30 ans pour « viol », « viol en réunion » et « corruption passive ». Ces agents, interpellés mercredi, ont tous été écroués.

### LES « MOLIÈRE » PRIVÉS DE TÊLE

La dix-huitième « Nuit des "Molière" » devait être présentée le 19 avril prochain par Michel Drucker en direct du Théâtre des Champs-Élysées. Or selon l'Association professionnelle et artistique du théâtre, la retransmission prévue sur France 2 est annulée après le désistement, provoqué par des dissensions autour des nominations, de Jean-Michel Ribes, patron du théâtre parisien du Rond-Point, comme metteur en scène de la soirée, qui aura donc lieu loin des caméras. Et l'Apat de préciser qu'elle « va poursuivre avec France3 télévisions et l'ensemble de la profession la réflexion destinée à donner l'an prochain à la cérémonie un éclat renouvelé dans un esprit fédérateur ».

### MATRICIDE DANS L'AUDE

L'enquête se poursuivait, hier, pour déterminer ce qui a amené un garçon de 23 ans à tuer sa mère à coups de pied et de poing mercredi avant de séquestrer, pendant trois jours, son frère de 14 ans, rejoint par sa sœur de 17 ans et une de ses amies vendredi, à Castelnaudary. Le drame remonte au moment où le matricide présumé a rendu visite à sa famille pendant l'absence de son père camionneur. Après que les trois captifs ont réussi à s'échapper, dans la nuit de vendredi à samedi, le jeune homme a tenté de se pendre à l'arrivée de la police et était hier en réanimation dans un hôpital toulousain.

### FAUX CHIRURGIEN ESTHÉTIQUE A MARSEILLE

Le quotidien *La Provence* a révélé l'affaire hier matin : un médecin généraliste de 54 ans, qui se faisait passer pour un spécialiste de la chirurgie esthétique, a été mis en examen hier dans la cité phocéenne, où il exerçait clandestinement dans une clinique fermée depuis douze ans. Selon le journal, ce « charlatan du bistouri » opérait illégalement « trois cents clientes par an » à raison de « trois mille euros » le forfait de la pose de la réfection du nez. Le pot-aux-roses a été découvert grâce à la plainte déposée l'automne dernier par une mère et sa fille parce que leurs implants mammaires « les faisaient horriblement souffrir ».

## Le boom des maisons médicales de garde

Quatre-vingts structures accueillant les patients le soir et le week-end ont ouvert ces dernières années en France. Financées à titre expérimental par la Sécurité sociale, leur avenir n'est cependant pas assuré.

IL Y A QUELQUES SEMAINES, les médecins généralistes de Gap, dans les Hautes-Alpes, ont fermé pendant trois jours leur maison médicale de garde afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la précarité de cette structure. Fin septembre en effet, son budget alloué à titre expérimental par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville sera épuisé, une situation que vont connaître dans les mois ou les années à venir les quelque quatre-vingts « MMG » ayant pignon sur rue en France. Hier, le premier séminaire national organisé à Lyon sur ce sujet par l'Union régionale des médecins libéraux Rhône-Alpes a permis de montrer la diversité et la vitalité de ces centres, mais aussi leur fragilité.

C'est ainsi que certaines sont installées à proximité, voire dans les locaux d'un hôpital, comme à Saint-Etienne, ce qui ne plaît

pas toujours aux médecins libéraux. D'autres sont totalement indépendantes, mais toutes ont développé des liens étroits avec les centres « 15 » ou les services d'urgence. La ville de Lyon est cependant la seule à s'être autant impliquée, en prenant en charge les locaux et les frais de fonctionnement des quatre MMG implantées sur son territoire.

Ces maisons, ouvertes le soir, le week-end et les jours fériés, plus exceptionnellement la journée comme à Gap, ont pour objectif de ramener à la garde les médecins qui l'avaient désertée, de soulager les services d'urgence et de responsabiliser les patients. Pari gagné puisqu'en moyenne, 96 % de ceux-ci regagnent directement leur domicile après la consultation. Mais pour être véritablement compétitives avec le service public, elles doivent appliquer le tiers-payant, ce qui est loin d'être partout le cas.

Au-delà de ces objectifs, les maisons médicales de garde contribuent certainement à réconcilier la médecine de ville avec la médecine hospitalière. Elles aident les patients à retrouver le chemin de la consultation. Elles auront en quelque sorte redoré l'image du médecin de famille, mise à mal dans les villes où l'offre de soins est abondante, mais aussi dans les campagnes où elle est au contraire insuffisante. Seul bémol : certains médecins craignent d'être victimes de leur succès, dans le sens où des patients préféreraient se rendre le soir dans une MMG plutôt que d'attendre d'avoir le lendemain un rendez-vous dans un cabinet médical.

CHRISTINE COGNAT

## Radiographie des MMG

CINQUANTE-TROIS MAISONS MÉDICALES DE GARDE ont répondu à la première enquête menée sur elles. 65 % d'entre elles sont implantées dans les agglomérations, 19 % en milieu semi-urbain, 16 % en zone rurale. 61 % sont situées en dehors d'un hôpital, 39 % dans l'enceinte d'un hôpital ou d'une clinique. 23 % des permanences sont assurées la semaine, 77 % le week-end. Quatorze maisons possèdent un numéro de téléphone spécifique, vingt-cinq sont joignables par le « 15 » et onze peuvent être contactées par le « 15 » et un numéro propre. Dans les cinquante-trois MMG, 2 729 médecins généralistes assurent la garde. La semaine, ils accueillent au total 318 patients, 2 007 le week-end, ce qui fait une moyenne de 6,5 patients par jour et par maison la semaine, 38,6 patients par jour et par maison le week-end. Plus de la moitié (52 %) des MMG a mis en place un « médecin volant » qui se rend au domicile des patients, et 11,3 % de ceux-ci disposent d'un véhicule avec chauffeur. Toutes les maisons sont « sécurisées » avec secrétariat et vidéosurveillance. Les médecins sont rémunérés seulement à l'acte dans dix-sept MMG, n'ont qu'un forfait d'astreinte dans trois, bénéficient des deux dans trente MMG et d'autres systèmes dans six. Le fonds d'aide à la qualité des soins de ville intervient dans 69,8 % du financement, les villes dans 11,5 %, les agences régionales de l'hospitalisation dans 5,4 %, les Départements dans 3,3 %, les hôpitaux dans 2,4 % et d'autres bailleurs dans 8,5 %.

## Décentralisation : la pression socialiste

Les présidents de gauche des conseils régionaux et généraux exigent la révision des projets de Jean-Pierre Raffarin.

LA RÉUNION du Conseil national du Parti socialiste a été mise à profit par certains de ses participants, hier à Paris. Au lendemain de leur élection, les présidents PS des conseils régionaux (vingt en métropole) et généraux (quarante-neuf) ont en effet profité de l'occasion pour accentuer la pression sur Jean-Pierre Raffarin. Ils ont même demandé « en urgence audience au Premier ministre » au sujet de la décentralisation - ce que le chef du gouvernement a immédiatement accepté.

Laurent Fabius, secrétaire national du parti, ne cesse ainsi de fustiger, depuis l'adoption successive des projets en Conseil des ministres, « la décentralisa-

tion des déficits » accumulés par le gouvernement. Une « pseudo-décentralisation » qui, « faute d'engagements précis sur les financements, deviendrait un piège mortel pour les collectivités », selon l'ancien Premier ministre. Les présidents de gauche des Régions et des Départements s'engagent donc à « commencer à concrétiser » le changement. Selon eux, « le gouvernement doit renoncer à ses projets dangereux de désengagement de l'Etat vis-à-vis des collectivités territoriales ».

Dans cette optique, François Hollande préconise de « coordonner la riposte ». Le premier secrétaire du PS parle encore d'« un rapport de force perma-

nent » avec l'Etat « pour maîtriser les conséquences territoriales » des choix nationaux de la droite.

Une pression qui a déjà porté quelques fruits : vendredi, Jean-François Copé a annoncé le report de « quelques jours » du vote solennel à l'Assemblée nationale sur le projet consacré aux « responsabilités locales », qui transfère principalement l'aide aux entreprises et la formation professionnelle aux Régions, et l'action sociale et la gestion d'une grande partie du réseau de routes nationales aux Départements.

De quoi satisfaire Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste au Palais Bourbon.

## Corse : élection houleuse en vue

L'Assemblée territoriale doit se choisir un président et un conseil exécutif aujourd'hui. Probablement dans la douleur.

LES CINQUANTE ET UN ÉLUS de l'assemblée de Corse se préparent à passer une nouvelle journée tourmentée. C'est en effet aujourd'hui qu'ils doivent élire leur nouveau président et leur conseil exécutif. Or, après la démission du perchoir, jeudi, d'un Camille de Rocca Serra refusant d'être élu avec les voix des nationalistes (1), la tâche s'annonce difficile.

Deux scénarios possibles demeurent : soit la droite, qui dispose de dix-neuf sièges, parvient à rallier un ou plusieurs des cinq conseillers issus de son camp mais élus sur une liste de gauche et qui se sont abstenus jeudi, et l'emporte. Autre hypothèse : la victoire de la gauche dans une région aux mains de la droite depuis toujours. Mathématiquement, tout est possible pour quatre listes d'opposition qui ont recueilli le 28 mars près de 50 % des suffrages. Mais si le député-maire PRG de Bastia, Emile Zucarelli - qui n'a recueilli que dix-neuf voix jeudi -, a quitté l'hémicycle avec les élus de gauche, cinq élus de la liste du député PRG et président du conseil général de Haute-Corse Paul Giacobbi, qui sont is-

sus des rangs de la droite, ont rejeté une union dominée par la liste Zucarelli et se sont abstenus. Quand on sait que les nationalistes, eux, refusent toute éventuelle présidence de Zucarelli, on se dit que l'on pourrait s'acheminer, à plus ou moins brève échéance, vers un blocage de l'institution et une dissolution.

« Je ne crois pas beaucoup au blocage, du moins pas dans l'immédiat », affirme cependant José Rossi. « Si nous obtenons le ralliement d'un ou deux élus de la liste Giacobbi, nous aurons une courte majorité de gestion et il faudra, comme dans l'assemblée sortante, compter sur le sens de l'intérêt général d'une partie de la gauche pour faire fonctionner la Région, dotée de pouvoirs et de moyens financiers beaucoup plus importants depuis 2002 », continue le président sortant de l'assemblée. Qui conclut quand même, peu optimiste : « En revanche, si les nationalistes durcissent leurs positions et la gauche aussi »...

1 - Le député-maire UMP de Porto-Vecchio a été élu à la majorité absolue de vingt-sept voix grâce aux suffrages des huit élus nationalistes.

## portrait

# Doubles victimes du génocide rwandais

Il était professeur d'Histoire à l'université du Rwanda. Elle était chercheuse à l'institut d'agronomie de Butare. Antoine et Colette Nyagahene ont échappé aux massacres de 1994, qui visaient les tutsis et hutus modérés de ce pays de l'Afrique des grands lacs. Ils (sur)vivent aujourd'hui avec leurs six enfants à Vaulx-en-Velin, dans le Rhône.

Histoire d'un passé qui ne veut pas passer et d'un avenir qui ne peut pas s'écrire.

IL SUFFIT PARFOIS de gestes anodins pour que resurgisse brutalement le passé. Dans son appartement de Vaulx-en-Velin, Antoine Nyagahene, 56 ans, s'excuse de devoir allumer une cigarette. Il dit n'avoir jamais réussi à arrêter de fumer. Puis, d'un coup, il se reprend, comme si un éclair lui avait soudain traversé l'esprit. « Mais si, pendant trois ans bien sûr ! » Il s'en souvient désormais. C'était au tout début des années quatre-vingt-dix. L'avenir s'annonçait radieux pour le brillant directeur de la section historique de l'université du Rwanda. A Paris, il achevait sa thèse (1), tout en donnant des cours aux étudiants de son ami Jean-Pierre Chrétien, « le » spécialiste français de l'Afrique des grands lacs.

Sa femme, restée au pays, devait même le rejoindre en France. Ce n'était qu'une question de jours. Mais c'était trop beau pour être vrai. Le soir du 6 avril 1994, deux roquettes abattent l'avion du président Habyarimana. Le vol de son épouse, prévu la nuit même, est annulé. Douze jours plus tard, un coup de téléphone lui apprend que celle qui partageait sa vie vient d'être assassinée par des miliciens extrémistes hutus : « J'ai eu l'impression de devenir fou. Je

### Les questions d'une fillette

Huit cent mille morts et dix ans plus tard, l'homme essaie de refaire sa vie dans le Rhône. C'est là qu'il a, avec l'aide d'associations, fini par s'installer, faute d'avoir trouvé un logement à Paris. Là aussi que l'ont rejoint les cinq enfants de son premier mariage, tous blessés, parfois grièvement, par les machettes des tueurs. Là aussi qu'il s'est établi avec sa seconde épouse Colette, rwandaise et rescapée également. De leur union est née une fillette, qui a 4 ans désormais. L'âge de poser des questions, déjà. « J'ai vécu des choses horribles et je me suis toujours forcé à oublier les dates », se justifie sa mère, âgée de 40 ans. « Mais depuis quelques mois, ma fille va chez les grands-parents de ses copines, qui lui offrent des bonbons. Et elle nous demande toujours : ils sont où,

pépé et mémé ? Alors, nous lui expliquons qu'ils se trouvent au Rwanda, que là-bas, des méchants ont tué des bons. C'est compliqué ».

Ce passé, qu'ils voudraient fuir parfois, ne cesse de se rappeler à eux. Mais comment en parler alors que les souvenirs sont si douloureux ? « Nous avons été trop déçus, comprenez-nous », implore Colette. D'ailleurs, ce jour-là, c'est la première fois qu'elle accepte de revenir, par intermittence, sur l'attaque de l'institut de recherche agronomique de Butare, où elle travaillait comme biologiste : « Les miliciens sont arrivés d'une autre ville. Ils avaient forcément des listes, car ils se dirigeaient directement chez certaines personnes pour les tuer, alors qu'ils ne les connaissaient pas ».

Elle n'aura la vie sauve qu'en fuyant au Zaïre, puis en Centrafrique. C'est à peu près tout ce qu'elle dira, pour l'instant, à propos du déroulement du génocide. Une folie meurtrière orchestrée, selon elle, par des individus qui voulaient s'accrocher au pouvoir - les extrémistes hutus -, face à d'autres - la rébellion du Front patriotique rwandais, dirigée par des exilés rwandais - qui n'avaient

d'autre ambition que de le prendre à leur tour. La distinction entre hutus et tutsis, objet d'une instrumentalisation meurtrière, Antoine et Colette Nyagahene ne veulent plus en entendre parler. « Nous sommes Rwandais avant tout », reprend Antoine. « C'est le colonisateur belge qui voulu faire passer ces ethnies pour des races, alors même que dans notre histoire, tout s'est toujours entremêlé. Un hutu pouvait par exemple devenir tutsi et recevoir des vaches s'il était un bon cultivateur ». Dans sa famille rwandaise, Antoine Nyagahene comptait autant de tutsis et de hutus... Des gens qu'il a, pour la plupart, perdus dans les tueries de 1994. Ou dont il n'a plus de nouvelles aujourd'hui.

### Nouveaux traumatismes

Pour les retrouver ou « savoir où ils sont enterrés », il lui faudrait retourner dans son pays. Comme à l'été 1994. Il était alors parti récupérer ses enfants. Et avait découvert au passage, « effondré », que les maisons de ses ancêtres avaient été complètement rasées : les miliciens avaient transformé la parcelle en plantation « pour tout effacer »...

Mais dorénavant, le voyage lui-même est impossible. Antoine a, comme sa femme, le statut de réfugié politique. « Nous ne pouvons pas faire notre deuil, nous ne pouvons pas voir nos morts. C'est très dur », dit cet homme brisé, qui ne veut plus voir que « l'avenir ». Et « la reconstruction ».

Celle du Rwanda d'abord, où les rescapés sont « abandonnés matériellement par le pouvoir », au point d'être « de plus en plus nombreux » à préférer partir à l'étranger. Celle de sa famille enfin, qui, écrasée par le poids du passé, ne peut même plus se réfugier dans l'espoir d'une vie meilleure dans le futur. A Vaulx-en-Velin, le propriétaire va mettre en vente leur logement. Ils n'ont malheureusement pas les moyens de l'acheter et s'inquiètent de ne pouvoir trouver une autre location. Nouveau traumatisme.

Voilà plusieurs années déjà qu'Antoine Nyagahene est habitué comme maître de conférences en Histoire. Pourtant, toujours aucun poste en vue : « Les Français passent toujours avant moi ». Alors il a « honte » de le dire, pas d'autre solution que de travailler comme agent de médiation sur

les lignes des transports en commun lyonnais, pour nourrir les siens. Sa femme, professeuse de biologie, ne parvient pas, elle non plus, à décrocher un emploi stable, en dépit d'une maîtrise - et d'un BTS de biotechnologies passé à Lyon : « Au début, on se remet en cause, puis on finit par comprendre que c'est une histoire de couleur de peau ». Si les em-

ployeurs savaient... « Mais je ne peux pas mélanger ma vie privée avec ma vie professionnelle », dit Colette. L'aîné des enfants vient d'obtenir un DESS en micro-électronique. Son père vit comme un « déchément » absolu le fait qu'il ne trouve pas, lui non plus, de travail : « Nous n'avons pas choisi de venir ici ». Victimes d'un génocide hier, d'un racisme qui ne

dit pas son nom aujourd'hui. Doubles victimes.

NICOLAS BALLETT  
nballet@leprogres.fr

1 - Histoire et peuplement. Ethnies, clans et lignages dans le Rwanda ancien et contemporain. Disponible en France aux Presses universitaires du Septentrion (03 20 41 66 80).